

Déclaration finale du Forum régional sur les inégalités au Sahel

Dakar – 12 juillet 2023

Nous, membres de la société civile sahélienne, venus du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad et réunis en Forum régional à Dakar dans le but de contribuer à renforcer le dialogue entre les autorités et les différents acteurs investis au Sahel pour encourager la mise en œuvre de politiques publiques et autres initiatives qui permettent de combattre les inégalités au Sahel ;

Réaffirmons notre volonté de voir un Sahel prospère, en sécurité et où règne une gouvernance vertueuse.

Conscient-e-s de l'urgence de faire des choix politiques clairs face aux défis actuels du Sahel et face à l'insécurité grandissante, et que les politiques doivent centrer leurs priorités sur l'humain et promouvoir la lutte contre les inégalités dans tous les pays du Sahel, considérées comme les causes profondes de la crise multi-sectorielle.

Soucieux-ses et préoccupé-e-s par la rupture du contrat social entre les populations et leurs gouvernements, et l'urgence de répondre aux besoins des populations afin d'amorcer un développement rapide et durable de la région.

Convaincu-e-s de l'importance du renforcement du positionnement des organisations de jeunes et de femmes de la société civile dans l'espace civique en tant qu'interlocutrices sûres entre populations et États.

Convaincu-e-s de l'impératif que les jeunes filles et les femmes soient considérées comme de réelles actrices et non uniquement comme bénéficiaires pour que leur implication soit effective à tous les niveaux. D'autant plus que la reconstruction du contrat social au Sahel en dépend, leur scolarisation, leur accompagnement financier et technique, l'accès aux financements et leur formation politique devant être sécurisés par des cadres inclusifs, favorables à leur participation à tous les niveaux.

Déterminé-e-s à faire émerger une société égalitaire et équitable, débarrassée des pratiques socioculturelles néfastes qui favorisent les inégalités, où Par les besoins spécifiques des jeunes filles et des femmes sont entendus et pris en compte.

Rappelons l'urgence :

- de ratifier, de faire respecter et d'appliquer les conventions internationales et des lois par les dépositaires des mandats politiques, et singulièrement le Protocole de Maputo à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui fête ses 20 ans cette année. À ce titre, l'allocation de 20% des budgets nationaux à l'éducation et l'allocation de 15% à la santé sont des préalables incontournables dans cette lutte. Une allocation spécifique de ces budgets doit être également dirigée vers la promotion de la scolarisation des filles.
- d'institutionnaliser une planification et une budgétisation inclusives, sensibles au genre et aux inégalités ; la mobilisation des financements à travers des politiques fiscales et budgétaires progressives est indispensable pour la réalisation des investissements stratégiques, notamment dans les secteurs sociaux de base, véritables socles de la cohésion sociale.
- d'instituer un contrôle citoyen indépendant sur les dépenses publiques et les flux financiers illicites qui doivent être combattus. L'Afrique doit compter sur ses propres ressources et envisager l'Aide publique au développement comme un apport complémentaire, décolonisé et non comme un financement central des politiques publiques.

Engageons les acteurs politiques, le secteur privé et les journalistes à s'impliquer et à participer aux activités de la société civile pour comprendre la nécessité de la réduction des inégalités dans le développement de la région et pour défendre la vision d'un Sahel égalitaire, apaisé et prospère.

Appelons solennellement les gouvernements, les institutions régionales, le secteur privé, les bailleurs et les acteurs de la société civile des pays du Sahel à mettre la réduction des inégalités au cœur de leurs politiques et pratiques pour la reconstruction d'un contrat social bénéfique pour toutes et tous et fondamentalement respectueux de la personne humaine.

Liste des parties prenantes à la communication finale

WILDAF AO (Togo)

AFRIKAJOM CENTER (Sénégal)

CERA-FP (Burkina Faso)

AFB-BF (Burkina Faso)

Balai Citoyen (Burkina Faso)

CERGIED (Tchad)

AJCAD (Mali)

FAD (Niger)

Sahelactivistes du Niger, du Sénégal et du Burkina Faso,

Filles leaders de WILDAF du Sénégal, du Burkina, du Tchad et du Niger

AFLADEGT (Tchad)

ONG 3D (Sénégal)

Forum Civil (Sénégal)

Amnesty International-Section Sénégal

Trust Africa (Sénégal)

UEMOA

G5 Sahel

Oxfam